

Initiatives ministérielles

gouvernement fédéral débourse 500 millions de dollars, les gouvernements provinciaux doivent aussi déboursier 500 millions de dollars pour un total de un milliard de dollars.

Cela semble une bonne idée, n'est-ce pas? Sauf que les provinces n'ont absolument pas les moyens de participer à ce programme: elles n'ont pas d'argent. Le plus étrange, c'est que le gouvernement fédéral en a, lui. Pourtant, pour une raison inconnue, par intransigeance ou par stupidité, il refuse de le donner. Les provinces ont beau le supplier et l'implorer de le leur donner sans exiger de contrepartie, il s'entête à refuser.

Le ministre de l'Agriculture a dit bien des fois qu'il était temps que les provinces cessent de faire de la politique et deviennent sérieuses. C'est le gouvernement fédéral, au contraire, qui doit sans tarder prendre cette question au sérieux, parce que les agriculteurs sont dans une situation désespérée. Ils ont besoin d'argent dès maintenant. S'ils ne peuvent pas semer, comment pourront-ils récolter en août ou en septembre?

M. Les Benjamin (Regina—Lumsden): Monsieur le Président, je suis entièrement d'accord avec ce que mon collègue a dit au sujet des agriculteurs. Nous avons l'habitude de dire cela aux libéraux, il y a quelques années.

Cependant, je ne suis pas d'accord quand il dit que le Régime de pensions du Canada fera faillite. C'est ce que les sociétés d'assurance ne cessent de répéter chaque année depuis 1966.

Chaque année, le gouvernement augmente les contributions de tous les Canadiens au Régime de pensions du Canada pour qu'il reste solide au pont de vue actuariel. Le régime fournit aux provinces et au gouvernement un réservoir de capitaux qu'ils peuvent emprunter en payant des intérêts. En fait, ce sont les intérêts payés par les provinces qui assurent la solidité du régime au point de vue actuariel.

Le député pourrait-il nous donner des preuves statistiques et actuarielles? À mon avis, le Régime de pensions du Canada est l'une des meilleures affaires qu'un employé puisse faire. Pouvez-vous donner des preuves à l'appui du scénario apocalyptique qu'on ne cesse de nous répéter depuis 1966, quand le régime a été créé? J'ai versé ma pleine cotisation chaque année, pendant de nombreuses années, et mon employeur a fait de même. Comment le député peut-il dire que le Régime de pensions du Canada sera en faillite d'ici l'an 2000. En 1960, on prévoyait que ce serait en 1990. Pourquoi s'obstine-t-

il à répéter ce que disent les compagnies d'assurances qui veulent attirer de nouveaux clients?

Mme Mitchell: Très juste!

M. Harvard: Monsieur le Président, je vais essayer d'être bref parce que je sais que nous n'avons plus beaucoup de temps.

Premièrement, je veux dire à mon bon ami de la région de Regina que je ne suis pas contre le Régime de pensions du Canada en principe. Au contraire, je suis en faveur de ce régime. Il n'y a pas que les néodémocrates et les socialistes aux grandes valeurs morales qui appuient l'idée d'un régime de pensions. Moi aussi, j'appuie cette idée, et je peux vous dire que je ne veux pas voir disparaître le Régime de pensions du Canada. Je ne veux pas qu'il fasse faillite.

Cependant, je ne vais pas faire l'autruche comme le député de Regina qui se contente de croire que c'est une bonne idée et que, d'une façon ou d'une autre, elle fera son chemin toute seule. Pas besoin de se préoccuper du montant des cotisations, de la bonification des prestations, du nombre de travailleurs et du nombre de retraités. C'est tout simplement une bonne idée, et une bonne idée peut faire son chemin toute seule. C'est un raisonnement typique du NPD.

M. Maurizio Bevilacqua (York-Nord): Monsieur le Président, je voudrais aujourd'hui débattre le projet de loi C-65, mais plus important encore, je voudrais profiter de cette occasion pour informer les Canadiens, et de façon plus précise les 200 000 personnes qui habitent la circonscription de York-Nord, des réalisations du gouvernement sur le plan économique.

J'ai l'intention de montrer comment le gouvernement a géré, ou plutôt mal géré, les finances de l'État. Chaque fois que je me déplace dans ma circonscription de York-Nord, je rencontre des gens, que ce soit dans les salons de coiffure, les épiceries, les supermarchés, les centres communautaires ou les foyers pour personnes âgées. Lors de mes visites dans les établissements d'enseignement, j'ai parlé à près de 7 000 élèves du primaire et du secondaire.

• (1630)

Les gens de tous les âges sont déçus de ce que fait ce gouvernement, et avec raison. La dette publique sous les conservateurs a doublé en cinq ans, passant de 170 à 351 milliards de dollars. Le gouvernement a négligé de réduire la dette publique alors que la croissance économique, tant à l'échelle nationale qu'internationale, était à son plus haut niveau. En cinq ans, le gouvernement a accumulé une dette aussi importante que celle de tous les